

Il est classique de définir la police judiciaire par opposition à la police administrative, celle-ci est placée sous le contrôle de l'autorité administrative et joue surtout un rôle préventif, en ce sens que son action intervient généralement avant la commission des infractions.

Quand à la police judiciaire, elle remplit plutôt une fonction répressive, dans la mesure où son action intervient en général après la commission d'une infraction. Pour constater cette infraction, réunir des éléments de preuve pour mener l'enquête.

On sait que la police judiciaire ainsi que les autorités chargées des fonctions de police judiciaire jouent un rôle essentiel dans le processus répressif, même si leur intervention commence en fait avant que le procès ne soit formellement déclenché. La phase de l'avant jugement repose désormais pour une large partie sur les membres de la police judiciaire.

A- les investigations d'ordre général (Article 18 CPP)

Il s'agit des compétences qui incombent habituellement à la police judiciaire et qui sont énumérées à l'article 18 du code on peut les ramener en gros à 2 catégories de compétences, à savoir la recherche et la constatation des infractions.

1- la recherche des infractions

La police judiciaire est non seulement chargée de la recherche des infractions et de leurs auteurs mais également : de rassembler les preuves de telles infractions.

Les recherches effectuées par la police judiciaire ne devraient pas en soi avoir valeur de preuve au sens plein du terme. Cependant, cette précaution demeure en pratique assez inopérante puisque bien souvent, ce sont les investigations policières qui constituent l'essentiel du dossier soumis à la juridiction de jugement et sur la base desquelles le juge est appelé à se prononcer.

Dans le cadre des opérations de recherche, la police judiciaire est tenue selon l'article 21 du code de recevoir les dénonciations qui se différencient de la plainte en ce que les premières émanent de personnes étrangères à l'infraction alors que la 2^{ème} est le fait de la victime de l'information.

2- la constatation des infractions

La recherche des infractions se double de leur constatation qui consiste de la part de la police judiciaire à affirmer formellement, avoir assisté, visualisé en connaissance d'un acte délictueux. Pour que ces constatations laissent des traces qui puissent être ultérieurement utilisées au cours du procès, elles sont matérialisées dans des actes écrits qui sont néanmoins dénommés « Procès verbaux » ces actes obéissent à un formalisme assez rigide qui doit être suivi sous peine de les entacher d'irrégularité.

Les règles qui président à la rédaction de ces procès verbaux sont énoncées notamment aux articles 71 et 291 à 293 du CPP. Il ressort de ces dispositions que les procès verbaux doivent contenir une série d'énonciations concernant la qualité du rédacteur, la signature afin qu'on puisse par la suite s'assurer que le procès verbal a bien été établi par une autorité compétente, les circonstances de fait, la date de la réaction du procès verbal.

B- les attributions spécifiques de la police judiciaire

Concerne des actes qui relèvent principalement de la police judiciaire pendant la phase de l'avant jugement et qui consiste à mener des enquêtes pour faire la lumière sur les circonstances de la commission d'une manière différente selon que l'infraction commise est une infraction flagrante ou qu'elle n'a pas ce caractère de flagrante.

Dans le 1^{er} cas, c'est « une enquête de flagrance ». Dans le 2^{ème} cas, c'est « une enquête préliminaire ». L'une et l'autre présentent des traits communs mais se distinguent aussi à plusieurs égards.

1- l'enquête de flagrance

Elle est régie par l'article 56 et suivant du CPP qui d'un coté définissent la notion de flagrance et de l'autre réglementent les opérations pouvant être menées au cours de l'enquête. Quant à la notion de flagrance, elle englobe en gros 3 situations relativement éloignées les unes des autres, mais elles se rapportent à la même notion.

- en 1^{er} lieu, il y a l'infraction flagrante proprement dite, c'est à dire celle qui est entrain de se commettre ou qui vient tout juste de se commettre.

- en 2^{ème} lieu, il y a l'infraction réputée flagrante c'est à dire celle dont l'auteur supposé est poursuivi par une clameur publique ou bien lorsqu'il est porteur d'objets ou d'indices qui laissent supposer sa participation à l'infraction.

- en 3^{ème} lieu, il y a l'infraction assimilée à l'infraction flagrante qui n'en est pas en réalité, puisqu'il s'agit d'une infraction quelconque commise dans une maison dont le propriétaire requiert l'intervention du parquet ou d'un officier de police judiciaire pour la constater.

Quoiqu'il en soit, lorsque l'infraction est flagrante au sens large du terme, la police judiciaire accomplit un certain nombre d'actes énumérés aux articles 59 à 78 du code qui sont les suivants :

1- le transport sur les lieux (Article 59 et 60 du CPP) : c'est le fait pour les officiers de police judiciaire de se déplacer sur les lieux de l'infraction, immédiatement après en avoir été informés, pour procéder aux constatations le plus rapidement possible et d'éviter de la sorte la disparition ou la destruction des indices, des éléments de preuve laissés sur les lieux. L'officier de police judiciaire doit également avertir le parquet pour que le procureur puisse lui-même se transporter sur les lieux si la garantie de l'infraction le justifie à ses yeux, mais en pratique il le fait très rarement

2- les perquisitions, saisies et expertises : Il arrive que la police judiciaire soit obligée de pénétrer dans les lieux de l'infraction pour y faire des perquisitions et éventuellement y procéder à des saisies qui peuvent faire l'objet d'une expertise.

La perquisition est réglementée par les articles 61 à 66 du code, elle peut se faire dans le domicile de toute personne soupçonnée, au besoin par le recours à la force. La perquisition est interdite la nuit entre 21h et 6h (Article 62 CPP). En outre, la perquisition ne peut se faire qu'en présence de l'inculpé ou à défaut, en présence de témoins (article 62).

En ce qui concerne les saisies, l'article 59 et 61 prévoient qu'elles peuvent porter sur les objets qui ont servi à la commission de l'infraction, ou bien qui sont le produit de l'infraction. De plus, les documents qui sont de nature à établir la preuve de l'infraction peuvent également être saisis.

Enfin, la police peut procéder à des expertises en faisant appel à des techniques spécialisées par ex pour l'analyse d'une arme ou pour l'autopsie d'un cadavre.

Par ailleurs, au cours de l'enquête, la police judiciaire est amenée à interroger un certain nombre de personnes soit parce qu'elles se trouvent sur les lieux de l'infraction et qu'elles disposent de renseignements susceptibles d'éclairer la police judiciaire, soit encore parce qu'il s'agit de personnes que la police a des raisons de soupçonner d'avoir participé à la commission de l'infraction.

Pendant ces auditions, les membres de la police judiciaire sont habilités à vérifier l'identité des personnes se trouvant sur les lieux de l'infraction, ainsi qu'à leur interdire éventuellement de s'éloigner avant la clôture des opérations.

Enfin, si les soupçons se précisent ou si le besoin de l'enquête le justifie, la police judiciaire peut recourir à une mesure plus contraignante qui consiste à garder à vue les suspects voire parfois de simples témoins pour les inciter à coopérer avec la police au cours de l'enquête.

La garde à vue est considérée par le législateur comme une mesure exceptionnelle et qui ne doit être effectivement appliquée que dans les cas où elle est absolument nécessaire. En outre, sa durée est limitée normalement à 48 heures au maximum (pas de minimum) avec une possibilité de prolongation pour 24 heures supplémentaires en cas de besoin, ces délais étant doublés pour les infractions en matière de sûreté de l'Etat.

Les officiers de police judiciaire sont tenus de mentionner sur les procès verbaux d'audition des personnes gardées à vue, la date précise, le jour et l'heure à laquelle la personne a été appréhendée puis libérée, de même que des registres doivent être tenus par la police judiciaire et par la gendarmerie sur lesquels doivent être indiquées les dates du début et de la fin de la garde à vue.

2- l'enquête préliminaire

Il s'agit de l'enquête à laquelle il est procédé dans le cas où l'enquête n'est pas flagrante, elle présente un intérêt en tant que phase préparatoire permettant de se faire une idée sur les circonstances de l'infraction et de décider s'il est vraiment opportun d'engager des poursuites judiciaires soit en ouvrant un dossier d'instruction préparatoire, soit même à traduire directement le suspect devant la juridiction de jugement.

Mais en dépit de son utilité, l'enquête préliminaire peut présenter des inconvénients, en particulier au regard de la liberté et de la dignité des personnes qui y sont impliquées. Et c'est pour atténuer ces inconvénients que le législateur a pris le soin de réglementer assez minutieusement les opérations effectuées pendant l'enquête.

Cette réglementation est assez proche de celle qui concerne l'enquête de flagrance, mais s'en distingue à certains égards étant donné la nature différente des infractions qui font l'objet de l'enquête.

Ainsi, les auditions de témoins et de suspects ne sont pas expressément visées par le CPP s'agissant de l'enquête préliminaire comme elles le sont pour l'enquête de flagrance. Cela n'empêche pas que les auditions sont considérées comme tout à fait légales et qu'elles sont effectivement pratiquées pendant l'enquête préliminaire.

Toutefois, il existe une différence qui réside en ce que les personnes convoquées par la police judiciaire pour être entendues dans le cadre des investigations gardent la possibilité de s'abstenir de répondre aux questions posées.

Une autre distinction, entre procédure de l'enquête de flagrance et procédure de l'enquête préliminaire, a trait aux perquisitions et saisies tel qu'elles sont réglementées à l'article 81. En effet, ces opérations requièrent le consentement des personnes chez qui elles se déroulent et ce consentement doit être donné par écrit ou à défaut de mentionner sous le procès verbal dressé à cette occasion, cette formalité n'étant pas prévue dans l'enquête de flagrance. Quant à la garde à vue, elle obéit aux mêmes restrictions déjà vues notamment en termes de délais.

Cependant la prolongation de 4 à 6 jours n'est possible qu'après accord du procureur du roi. Sous réserve de ces menues, toutes règles mentionnées à propos de l'enquête de flagrance sont dans l'ensemble applicables, au cours de l'enquête préliminaire.